

# MERCI DE BIEN VOULOIR RENOUVELER VOTRE APPEL ULTÉRIEUREMENT

« Il est encore temps d'éviter le pire », « demain il sera trop tard », « il nous reste vingt ans pour changer le monde », « tout peut changer ». Les appels lyriques et solennels à l'action et à la responsabilisation rythment l'histoire de la prise de conscience du changement global.

À chaque franchissement critique d'un nouveau palier de concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, à chaque nouvelle extinction irrémédiable d'une espèce, à chaque manifestation toujours plus violente du dérèglement climatique, à chaque élection d'un nouveau chef d'État « carbofasciste » succède invariablement le nouveau catéchisme : « Inverser le cours de l'histoire est encore possible. »

Dès 1957, le psychosociologue américain Léon Festinger avait vu juste. Père du concept de dissonance cognitive, il avait théorisé l'idée selon laquelle les personnes dont les convictions sont contredites par les avancées scientifiques continuent dans leur voie et deviennent souvent des prosélytes d'autant plus fervents que ces faits sont devenus irréfutables.



Plus nous savons, moins nous croyons ce que nous savons.

Appliquée au climat et à la biodiversité, cette théorie se confirme presque chaque jour. Nous ne croyons pas au diagnostic scientifique sur le réchauffement et l'effondrement du vivant. La gravité et l'irréversibilité des effets potentiels à l'horizon des prochaines décennies entrent en collision avec notre vision du monde, avec notre foi dans le progrès technique et la rassurante conviction qu'« on trouvera bien une solution ».

On doit le concept de « schisme de réalité » au philosophe allemand Oskar Negt<sup>1</sup>. Celui-ci décrit la coexistence de réalités disjointes. Ce concept est pertinent à l'échelle nationale mais aussi internationale. Pensons aux différentes conférences sur le climat et à tous ces engagements la main sur le cœur des grandes puissances. Ils font rarement long feu et sont immédiatement contredits par les actes. Les quelques mesures symboliques prises pour entretenir l'illusion d'un changement sont vite balayées par l'avidité à poursuivre l'exploitation des ressources d'énergie fossile, l'inaction face aux intérêts commerciaux prédateurs, l'affirmation farouche d'une souveraineté inaliénable, le tout sur fond de compétition économique exacerbée.

La double pensée et les actions contradictoires ne sont pas l'apanage des États. Elles se retrouvent à l'identique au plan local. Ceux qui louent la prétendue conscience d'élus locaux, forcément plus terre à terre, assurément plus proches des « vraies gens », agissant résolument dans le dialogue avec leurs administrés, devraient se confronter plus souvent à ces *smart cities* fantasmées où se cumulent pourtant l'agrandissement des infrastructures de transport, l'artificialisation des sols, l'extension des zones commerciales, l'abattage massif des arbres,



la préservation des intérêts en béton des promoteurs, pour ne citer que ceux-là.

« O.K., mais la société civile se bouge, elle. » C'est le nouveau mantra. L'éducation au développement durable dans les écoles aurait forgé des armées de petits écolos prêts à convaincre leurs parents et surtout à les réprimander pour leurs écarts. Les entreprises auraient cette fois-ci – juré, craché – intégré la nécessité de l'engagement environnemental, qu'encourageraient des cohortes de consomm'acteurs résolu à privilégier leurs produits éco-responsables. Les initiatives locales du milieu associatif se multiplieraient un peu partout dans les territoires pour dessiner les contours d'un nouveau modèle plus démocratique où l'entrepreneuriat, évidemment social, serait plus respectueux du vivant, voire même (si on croise les doigts assez fort) régénérateur de biodiversité. Mises à part quelques réussites contestables, mais médiatisées *ad nauseam*, cet engouement a l'épaisseur d'un trait dans un système qui poursuit son inébranlable fuite en avant mortifère.

Exagérations ? Pessimisme ? Mais où sont les preuves concrètes, indéniables, encourageantes du changement ? Dans l'absence totale d'effets tangibles sur la courbe du réchauffement depuis le protocole de Tokyo signé en 1997 ? Dans la multiplication du trafic aérien ayant atteint un record en 2018<sup>2</sup> ? Dans la production mondiale de plastique ayant doublé depuis l'an 2000 et dont 91 % des déchets occasionnés ne sont pas recyclés<sup>3</sup> ? Dans l'épuisement du stock de ressources naturelles que l'humanité consomme toujours plus vite chaque année<sup>4</sup> ? Dans le franchissement du seuil de 75 % des terres endommagées par l'homme<sup>5</sup> ? Dans la surexploitation de 33 % des stocks de poissons dans le monde en 2015, contre 10 % en 1974<sup>6</sup> ? Dans le quadruplement depuis 1970 des zones mortes, à court d'oxygène, dans les



océans<sup>7</sup> ? Dans l'horreur des 60 milliards d'animaux terrestres d'élevage abattus chaque année, au prix d'une empreinte écologique dramatique, pour satisfaire d'imaginaires besoins nutritionnels ?

On pourrait poursuivre cet inventaire effrayant mais pourtant factuel sur la quasi-intégralité des indicateurs de l'état de santé de la planète. Car quels ont été les progrès indiscutables de l'humanité ces dernières décennies en matière d'environnement ? La réponse est sans appel pour 15 000 scientifiques de tous les pays ayant publié une tribune alarmante le 13 novembre 2017 dans la revue *Bioscience* : le bilan n'est pas médiocre, il est tout simplement catastrophique<sup>8</sup>. « En ne limitant pas adéquatement la croissance démographique, en ne remettant pas en cause une économie reposant uniquement sur la croissance, en ne réduisant pas les gaz à effet de serre, en n'encourageant pas les énergies renouvelables, en ne protégeant pas les habitats, en ne restaurant pas les écosystèmes, en ne freinant pas la pollution, en ne régulant pas les espèces invasives, l'humanité ne fait pas les efforts urgents et nécessaires pour préserver notre biosphère », résumant-ils, données édifiantes à l'appui.

Déjà en 1972 le fameux rapport Meadows au Club de Rome donnait soixante ans au système économique mondial pour s'effondrer, prévision confirmée par l'actualisation des données en 2004<sup>9</sup>. En 1992, l'Union of Concerned Scientists (UCS), un groupe américain de scientifiques indépendants, avait rassemblé plus de 1700 signataires (dont bon nombre de Prix Nobel) pour une tribune appelant déjà à « un changement majeur de notre manière de gérer la Terre si nous voulons éviter une vaste catastrophe humaine ». Plus récemment, le 6 août 2018, les conclusions de scientifiques de l'université de Copenhague, de l'Université nationale australienne



et de l'Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique alertaient sur le risque d'un point de non-retour : « Un réchauffement de 2°C pourrait activer d'importants éléments de rupture, augmentant ainsi encore davantage la température, ce qui pourrait activer d'autres éléments de rupture par un effet domino qui pourrait entraîner la Terre vers des températures encore plus élevées [...]. Une Terre étuve est probablement incontrôlable et dangereuse pour beaucoup. »

Un énième avertissement est venu du secrétaire général de l'ONU, António Guterres, le 10 septembre 2018 : selon lui, le monde fait « face à une menace existentielle directe » et au « plus grand défi » de l'époque. « Si nous ne changeons pas d'orientation d'ici 2020, nous risquons [...] des conséquences désastreuses pour les humains et les systèmes naturels qui nous soutiennent » ; pour ajouter immédiatement après : « Nous pouvons gagner cette course contre la montre. » Grande nouvelle ! Nous pourrions donc faire en deux ans ce que nous ne sommes pas parvenus à faire en cinquante. Invariablement, depuis cinquante ans, le jeu de dupes perdure.

Ainsi se ritualisent les alertes générales à l'humanité, relayées par autant d'appels de la société civile à des mesures radicales pour éviter le pire. L'électrochoc de la démission du ministre français de la Transition écologique et icône de de la cause environnementaliste, Nicolas Hulot, aura été le point d'orgue de ce phénomène, avec la prolifération des tribunes, manifestes et coups de gueule plus tonitruants les uns que les autres.

Cette fois-ci, c'est la bonne ! Le sursaut écologique est là, inévitable, indiscutable, imminent, veulent croire les plus convaincus. Omettant de se rappeler que depuis le cri d'alerte fondateur de la biologiste américaine Rachel Carson<sup>10</sup>, des décennies



de révélations accablantes et d'indignations justifiées sont tombées dans l'oubli collectif et l'apathie générale. Accidents nucléaires, pollutions chimiques, scandales sanitaires, catastrophes naturelles se succèdent à grande vitesse sans changer la bande-son du désastre : j'y pense et puis j'oublie.

Ultime avertissement en date, le rapport 2018 du GIEC<sup>11</sup> qui publie des données tendanciennes accablantes et un scénario objectivement improbable de maintien des températures en deçà d'un plafond déjà très inquiétant de + 1,5 °C. Malgré cela, la grenouille plongée dans la casserole d'eau bouillante s'autopersuade en boucle : « Il n'est pas trop tard. »

Nicolas Hulot a décidé de ne plus se mentir. L'humanité continue, elle, à se raconter des histoires.

# **IT'S JUST AN ILLUSION**

Admettons-le sans détour : la transition n'a pas lieu.

Aucun signe tangible, aucune statistique sérieuse, aucune tendance solide n'accrédite cet espoir. Le sursaut des consciences, l'inflexion écologique des politiques publiques, la mise en mouvement des entreprises privées, l'influence des ONG ne sont malheureusement que vues de l'esprit. Nous avons lamentablement échoué à mobiliser la société.

Formuler un constat aussi définitif paraîtra sévère, voire irresponsable, pour tous ceux qui veulent croire que la multiplication des alternatives locales et des gestes individuels fera progressivement système. Force est pourtant de constater que nous sommes très loin d'être à l'échelle pour basculer dans ce fameux « changement de paradigme » tant attendu. Le message d'un tel propos s'expose évidemment à l'opprobre général. Le catastrophisme ne servirait à rien sauf à provoquer sentiment d'impuissance et résignation. Le pessimisme passerait même pour sacrilège lorsque la situation requiert au contraire un surcroît de mobilisation, d'énergie et de volontarisme. Les Cassandre feraient mieux « d'écouter la forêt qui pousse plutôt que l'arbre qui



tombe ». Une jolie formule qui évite au passage de se poser la question du pourquoi de la tronçonneuse et des moyens d'y mettre fin.

Non, il ne faut surtout pas se résigner au fatalisme, voire au désespoir. L'avenir étant imprescriptible, il faut laisser sa chance à l'improbable. Et c'est à cet instant qu'est invariablement dégainée la citation de l'anthropologue Margaret Mead : « Ne doutez jamais qu'un petit groupe d'individus conscients et engagés puisse changer le monde. Ça s'est d'ailleurs toujours passé ainsi. » Sauf qu'en regardant dans le détail, ce n'est pas tout à fait exact. À bien analyser l'histoire, il y a toujours des conditions propices indispensables pour que ce petit groupe parvienne à ses fins. Et pour l'instant, elles ne sont pas réunies.

Regarder les choses telles qu'elles sont, dans leur implacable réalité physique, produit donc invariablement les mêmes effets. Colère, déni et pensée magique. « L'humain, ingénieux comme il est, trouvera bien une solution ! » Plutôt que d'affronter la situation tout en analysant les causes profondes et en échafaudant des réponses proportionnées aux enjeux, nous préférons nous réfugier dans des illusions qui font perdurer les problèmes au risque de les amplifier en refusant de les prendre à bras-le-corps.

Ce mode de pensée n'est pas nouveau. Depuis des temps immémoriaux, les humains ne trouvant pas d'explications ou d'échappatoires aux phénomènes naturels qui les accablaient se sont raconté des histoires pour se rassurer et pour donner un sens au fonctionnement du monde. La perspective d'un effondrement écologique esquissant des scénarios prospectifs particulièrement anxiogènes, la propension des individus à se réfugier dans le déni ou à échafauder des scénarios réconfortants, annonciateurs de possibles « sorties de crise », s'est logiquement répandue.





Avec l'accélération du changement global et de la tangibilité de ses effets, la conscience lucide mais minoritaire de la catastrophe qui prévalait dans les années 1970 - influencée par la philosophie de Hans Jonas<sup>12</sup> et notamment son concept d'heuristique de la peur - s'est paradoxalement muée en une croyance naïve et *mainstream* dans la vertu transformatrice du volontarisme à l'anglo-saxonne, mélange d'optimisme, de pragmatisme, d'injonction à positiver, d'angélisme dépolitisé. Aux environnementalistes « réalistes » de la première heure, alertant sur des faits objectifs et accablants et dénonçant les systèmes politiques, économiques et sociaux les confortant, ont petit à petit succédé des leaders d'opinion autoproclamés « pragmatiques », refusant de culpabiliser l'opinion et compatibles avec ses besoins de réassurance. Stop à l'autoflagellation, chacun peut agir à son niveau et « faire sa part » pour nourrir le scénario optimiste d'un futur désirable. C'est contre cette perspective qu'il faut s'élever aujourd'hui.

Le 15 juillet 2018, *Les Inrocks* résumaient on ne peut mieux cette croyance distillée massivement depuis des années dans la plupart des médias, d'innombrables documentaires et bouquins édités comme autant de guides pour activistes débutants : « Tous, à notre petite échelle, nous détenons les clés pour mieux vivre et changer notre monde. Il suffit de connaître les bons gestes et les bonnes pratiques. » Ainsi s'est massivement développé le nouveau culte des solutions individuelles et du héros écolo à la cool. Haro sur l'écologie punitive et le catastrophisme démobilisateur. À bas le bâton moral, vive la carotte bio ! L'incitation positive, les *nudges* verts, les récompenses stimuleront « l'innovation de rupture » qui nous débarrassera des vieux schémas. Halte aux divisions stériles, nous partageons tous une même communauté de destin. États, entrepreneurs, élus, citoyens main dans



la main pour relever le défi du changement global. Tel est le leitmotiv aussi commun que lénifiant de ces dernières années.

« Sois le changement que tu veux voir dans le monde. » Combien de fois n'a-t-on pas lu et entendu cette injonction ? Puisque les biais cognitifs altèrent les capacités du cerveau à se mettre en mouvement, il faut mobiliser les émotions autour d'un nouveau récit positif qui déjoue les illusions d'optique du jugement. « Raconter de jolies histoires » est l'allié indispensable du changement pour créer le contexte favorable à la réalité que l'on souhaiterait voir émerger. C'est ce que le sociologue américain Robert K. Merton appelait une « prophétie autoréalisatrice ».

Nous nous en sommes donc convaincus. Les solutions étaient simples et à la portée de tous. L'avenir se jouait sur nos petits gestes au quotidien, sur nos usages responsables, sur notre consomm'action avisée, sur nos préférences alimentaires bio et locales, sur la somme de nos comportements individuels. Comme une baguette magique pour conjurer l'inertie phénoménale du système. Un médicament sirupeux contre la sidération et la paralysie.

### **La consomm'action : les industriels en ont rêvé, nous l'avons faite**

« Notre consommation est plus puissante qu'un bulletin de vote. » Pour nombre de militants écolos, le caddie est devenu le véhicule prioritaire et privilégié pour atteindre le Grand Soir, reléguant les luttes collectives au rang d'accessoires obsolètes. L'idée selon laquelle nous pourrions infléchir le système en réorientant notre consommation, voire en boycottant les marques les plus condamnables, s'est imposée comme une évidence sur le terreau de la culpabilisation de l'individu, seul responsable de sa dette écologique envers la société. Être un bon



écocitoyen, ce serait acheter responsable, consommer bio, investir éthique, s'équiper « renouvelable »... Symbole de résistance ultime, la journée sans achat, événement parfait pour faire le buzz chaque année comme il se doit sur les réseaux sociaux, pour mieux l'oublier les 364 jours suivants.

L'une des plus incroyables réussites de la société industrielle et marchande est d'être parvenue à convaincre l'opinion que la consommation pouvait changer le monde. Le pouvoir d'achat s'est mué en gentil cocktail Molotov. La bonne conscience écologique sonnante et trébuchante pouvait remplir les tiroirs-caisses.

Entendons-nous bien, tenter de faire son possible au niveau personnel n'est pas condamnable en soi et peut favoriser l'essor d'offres et d'entreprises plus respectueuses de l'environnement. Mais chercher des manières plus vertes de maintenir le *statu quo* d'une société marchande qui nous impose de vivre dans le mythe d'une croissance infinie n'est pas une solution. Tout occupés à faire notre examen de conscience et à réduire notre empreinte écologique individuelle, nous ne nous posons plus les questions pertinentes sur les normes sociales et les logiques d'intérêts sur lesquels se fonde notre civilisation industrielle. Culpabiliser l'individu évite de condamner le système. Une technique que maîtrisent parfaitement les multinationales lorsqu'il s'agit de minorer les conséquences écologiques directes et dramatiques de leurs business<sup>13</sup>. À coups de milliards d'euros, leur matraquage publicitaire a ainsi pour principale fonction de déguiser l'acte d'achat en geste militant, tout en rendant invisible la somme des « externalités environnementales négatives » liées à la production de l'objet convoité. Comme par magie, l'achat d'un véhicule électrique est devenu vertueux pour le consommateur urbain écoresponsable. Mais dans les



faits, sa production constitue un désastre du point de vue des politiques extractivistes et énergivores qu'elle nécessite en amont de sa mise sur le marché ou des impasses du recyclage des métaux employés en aval de son usage.

Imaginer que l'acte de consommer puisse être un acte révolutionnaire, plus efficace et puissant que l'approche structurelle (lois, règles, décisions collectives, etc.), c'est s'aveugler sur son incidence réelle sur un marché mondialisé et, plus grave, cautionner un système de valeurs où la consommation serait légitimée en tant que vecteur de transformation sociale. Un rêve pour les industriels. Jusqu'à preuve du contraire, ce sont nos conditions d'existence, elles-mêmes déterminées par les normes sociales dominantes, qui orientent nos choix de vie et de consommation. Pas l'inverse ! Le fait que nous mangions de la viande, conduisons des voitures, achetions des smartphones ou soyons connectés au réseau électrique n'est pas qu'une question de choix : nous sommes enfermés dans des modes de vie insoutenables, conditionnés, facilités et contraints par les normes sociales, les politiques publiques, les infrastructures, les technologies, le marché, la culture...

L'association Adrastia<sup>14</sup> donne un exemple qui illustre bien ces verrouillages, à propos de la consommation d'huile de palme qui défraie régulièrement la chronique : « Lorsque le grand public découvre la présence d'huile de palme dans les produits de consommation courante, cela signifie que son exploitation est engagée depuis plusieurs années et que le processus industriel de récolte/transport/transformation est déjà en place. Des acteurs multiples en sont dépendants, depuis le modeste agriculteur qui trouve bénéfique à l'huile de palme pour nourrir sa famille jusqu'aux gouvernements qui développent l'économie de leur pays, en passant bien sûr par les



industriels œuvrant à l'échelle internationale. Ainsi lorsque le consommateur scrupuleux et bienveillant envers les orangs-outans souhaite s'opposer à la déforestation, il se trouve opposé à un complexe d'acteurs qui résistent à la protection des forêts. [...] Le consommateur d'huile de palme ne prend conscience de la gravité de la situation qu'après son verrouillage, et ceux qui en tirent bénéfice à court terme ont tout intérêt à le maintenir. »

Il est possible de généraliser cet exemple de l'huile de palme à d'autres sujets comme la grande distribution, le nucléaire, les transports, les pesticides... L'imbrication de ces logiques d'intérêts multiples est telle que, indépendamment des bonnes intentions, « le verrouillage est en place et quasi inamovible ».

Le « solutionnisme » individuel et la stratégie des petits gestes sont assurément utiles pour lutter contre notre dissonance cognitive mais pas pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Ils auraient même pu être sympathiques si ces discours ne portaient intrinsèquement les germes de leur propre manipulation au profit d'intérêts moins louables. En niant la dimension idéologique de l'écologie, l'espoir exagéré placé dans l'action individuelle a brouillé les rapports de force et escamoté les véritables responsabilités dans le péril climatique et la destruction du vivant. La dépolitisation progressive du propos a empêché la réflexion critique sur les impasses de la civilisation industrielle au profit de la bonne conscience individuelle. En occultant les intérêts divergents des différentes classes sociales, l'injonction aux petits gestes a dédouané les dirigeants politiques et économiques de leur responsabilité dans le désastre écologique. En faisant fi d'une rigueur d'analyse dans l'efficacité réelle des solutions avancées, elle a généré confusion et illusions.



Nous nous sommes leurrés. Nous avons laissé faire. Et l'échappatoire du solutionnisme a fourni une excellente diversion et un support de légitimation à l'ordre établi (ou plutôt au désordre établi). La société industrielle a gagné. Elle est radicalement parvenue à fragmenter la contestation, à instrumentaliser la critique à son profit, à faire adhérer à la promesse du progrès technique, à donner l'envie d'un bonheur matérialiste, à faire croire en la possibilité d'une croissance infinie et émancipatrice, en définitive à imposer ses mythes.

Le maintien au pouvoir de l'élite suppose que ce récit, affranchi des limites de la biosphère et des lois de la nature, perdure.